



Élections municipales dans l'Ouest : le reflux en bon ordre du socialisme municipal

Romain Pasquier

Dossier : Les scrutins municipaux sous le regard des sciences sociales

Longtemps associé au conservatisme, l'Ouest français a connu une profonde mutation électorale au cours des quarante dernières années ; une gauche réformatrice s'est progressivement installée à la tête de ses principales villes. Si les dernières élections municipales ont opéré un rééquilibrage des forces politiques dans l'Ouest, Romain Pasquier montre que cette gauche a plutôt bien résisté dans les mondes urbains où une nouvelle génération d'élus, à gauche comme à droite, est entrée en politique.

Ces trois dernières décennies, l'Ouest français a connu une profonde mutation électorale (Pasquier 2014). Si ce territoire a longtemps eu une réputation de conservatisme, une gauche réformatrice s'est progressivement installée à la tête de ses principales villes avant de conquérir les conseils régionaux et une majorité de conseils départementaux. Ce basculement s'est accéléré avec la création de l'UMP en 2002 et la récupération d'une partie de l'électorat modéré par une gauche pragmatique. Le vote sanction des dernières élections municipales a-t-il changé la donne ? Cet article montre que si cette élection a bien opéré un rééquilibrage des forces politiques, avec une perte significative de communes de plus de 10 000 habitants pour la gauche de gouvernement, celle-ci résiste plutôt bien dans les grandes villes de l'Ouest, en particulier en Bretagne. En revanche, à gauche comme à droite, on observe un changement générationnel avec l'arrivée aux affaires d'élus aux profils nouveaux. Les deux plus grandes villes de l'Ouest (Nantes et Rennes) ont ainsi porté à leur tête deux femmes de moins de quarante ans.

L'héritage démocrate-chrétien

Les forces de droite ont marqué profondément le paysage politique de l'Ouest de la France (Siegfried 1913). Trois grands courants politiques ont dominé les droites tout au long du xx^e siècle avant de connaître un profond déclin : une droite monarchiste et catholique tout d'abord, un courant démocrate-chrétien ensuite, et enfin le courant gaulliste après la Seconde Guerre mondiale. À mesure que les piliers idéologiques, économiques et sociaux de la société rurale traditionnelle bougent (remise en cause/recomposition du monopole idéologique de la religion catholique, transformation de la paysannerie, industrialisation), le visage des droites change aussi dans l'Ouest. Ainsi, dès le début du xx^e siècle, la droite monarchiste se voit concurrencée par une nouvelle force politique démocrate-chrétienne qui conquiert des positions électorales. S'appuyant sur la force médiatique du journal *L'Ouest-Éclair*, fondé en 1899 par des abbés démocrates comme l'abbé Trochu, ce courant s'est développé autour du conflit entre l'Église et l'État dans des zones de contact entre les secteurs de droite traditionnelle et des secteurs plus progressistes comme dans les bassins de Rennes ou de Nantes (Bougeard 2013). Ce centre-droit connaît sa véritable apogée dans

les décennies d'après-guerre sous l'égide du Mouvement républicain populaire (MRP), qui représente ce courant démocrate-chrétien. Au même moment, d'autres personnalités centristes venues du radicalisme ou d'un socialisme non marxiste – comme André Morice à Nantes ou René Pleven dans les Côtes-du-Nord – complètent cette image d'une Bretagne et plus largement d'une France de l'Ouest modérée. Le gaullisme prend progressivement la relève du centrisme mais sans jamais le dominer complètement. La montée en puissance de cette formation politique est surtout marquée à cette époque par le « parachutage » de diverses personnalités sous la V^e République : Yvon Bourges est élu dans la circonscription de Saint-Malo–Dinard, Edmond Michelet s'installe à Quimper, Olivier Guichard à La Baule.

Dans les années 1980-1990, les accords électoraux entre l'UDF et le RPR permettent à la droite de conserver certaines positions (Lacoste 1986). Ainsi, Yvon Bourges (1988-1998) puis Josselin de Rohan (1998-2004) occupent la présidence de la région Bretagne, François Fillon fait de même dans les Pays de la Loire. Cependant, le déclin des droites modérées est déjà en marche. La création de l'UMP en 2002 accélère ce mouvement en adoptant un programme politique orienté vers la captation des électeurs du Front national. Cette droitisation est gagnante à l'échelle nationale lors des élections présidentielles de 2007 mais s'avère désastreuse dans l'Ouest. Amplifiée par le vote sanction infligé traditionnellement aux majorités présidentielles lors des élections intermédiaires, elle se traduit par une série de défaites historiques pour les formations de droite et de centre-droit aux élections municipales de 2008, régionales de 2010, sénatoriales de 2011 et législatives de 2012. Seuls les conseils généraux du Morbihan, de la Sarthe et de la Mayenne échappent de justesse à cette bérézina.

L'emprise durable d'une gauche réformatrice

À partir du début des années 2000, la gauche réformatrice devient nettement majoritaire dans l'Ouest, en particulier dans la Bretagne historique (incluant cinq départements dont la Loire-Atlantique). Elle dispose d'une majorité de députés et de sénateurs et contrôle une majorité des grandes collectivités territoriales (Guidet 2014). À la longue domination des droites succède une période de conquête d'une gauche réformatrice qui se moule parfaitement dans l'héritage centriste et modéré de l'Ouest. En Bretagne, par exemple, et si l'on considère l'évolution du rapport droite–gauche depuis les débuts de la V^e République, on constate un rattrapage progressif de la tendance nationale. Ainsi, de 1958 à 1988, la gauche a gagné en moyenne 23 % en Bretagne. Si en France l'écart droite–gauche est resté relativement stable au cours des quatre dernières décennies, en Bretagne s'est opéré un profond basculement au profit du Parti socialiste. Aux élections législatives de 1988, la région s'avère ainsi bipolarisée (53,3 % pour la gauche et 46,8 % pour la droite) alors qu'aux élections législatives de 1958 la droite totalisait près de trois quarts des voix.

L'extension de ce vote à gauche repose avant tout sur une série de facteurs économiques et sociaux. Les décennies d'après-guerre ont vu son encadrement politique évoluer considérablement (Pierre 2001). Le développement économique s'est accéléré, la pratique confessionnelle catholique a très largement décru, favorisant une large évolution des mentalités. Par ailleurs, à partir des années 1960, les régions de l'Ouest se sont urbanisées rapidement pour connaître aujourd'hui un taux d'urbanisation très proche de la moyenne nationale. Ainsi, la périurbanisation de plusieurs agglomérations a encore accéléré la progression du Parti socialiste dans les trois dernières décennies, en particulier à Nantes et Rennes. Terre de démocratie chrétienne, la société bretonne reste attachée à des valeurs telles la modération politique et morale, la croyance dans le travail et l'ascension sociale ou la défense de formes décentralisées d'organisation. Ces valeurs, traditionnellement incarnées par les leaders MRP dans la Bretagne des années 1950-1960, correspondent aujourd'hui aux leaders d'une gauche progressiste qui assument et/ou concilient l'héritage chrétien (en particulier celui du catholicisme social) et l'engagement à gauche. Nombre de ses grands leaders politiques des dernières décennies, comme Edmond Hervé, Jean-Marc Ayrault

ou Jean-Yves Le Drian, incarnent bien cette synthèse originale entre l'humanisme laïc et l'humanisme chrétien que l'on trouve en Bretagne, et plus largement dans l'Ouest.

Rééquilibrage politique et changement générationnel

Le vote sanction des dernières élections municipales a clairement produit un effet de rééquilibrage. Plusieurs villes ont basculé de gauche à droite : Quimper, Angers, Caen, Laval, La Roche-sur-Yon, Pontivy, Granville, Auray, Ploemeur, Fontenay-le-Comte. Dans le même temps, au regard de la vague bleue, le Parti socialiste est parvenu à sauver les principales villes-centres des aires urbaines de l'Ouest (Nantes, Rennes et Brest) et à conserver un bon maillage urbain avec des victoires et des réélections dans des villes de rang inférieur (Lorient, Guingamp, Quimperlé, Fougères, Saint-Nazaire, Saumur, Le Mans, Alençon, La Flèche ou Cherbourg-Octeville). Ce reflux en bon ordre du socialisme municipal est ainsi particulièrement clair dans les 37 villes de plus de 10 000 habitants de la Bretagne administrative : 20 sont désormais gérées à droite contre 17 à gauche.

La résistance du Parti socialiste dans plusieurs grandes villes de l'Ouest – notamment à Nantes et Rennes – s'expliquent par plusieurs facteurs. Elle repose tout d'abord sur la concentration dans ces villes d'une classe moyenne supérieure travaillant dans des secteurs relativement préservés (universités, recherche, banques) qui reste assez rétive à voter pour l'UMP. Par ailleurs, ces villes bénéficient d'un « robinet » démographique et économique positif : elles gagnent en population et ont continué à créer de l'emploi, notamment industriel malgré la crise. Ainsi, les agglomérations de Nantes et Rennes ont des taux de chômage inférieurs à la moyenne nationale. Le PS a aussi mieux résisté quand il a réussi à tenir le pari du changement générationnel et de l'alliance avec les autres forces de gauche (Europe Écologie, Front de gauche). À Nantes et Rennes, les candidates socialistes Johanna Rolland et Nathalie Appéré l'ont ainsi emporté en passant alliance au second tour avec des listes de gauche concurrentes dans un contexte de forte abstention. Les positions du Parti socialiste dans l'Ouest sont donc parfois plus menacées par les divisions internes au sein du camp socialiste et/ou écologiste que par les forces de droite. La conquête d'Angers par Christophe Béchu a, par exemple, fortement bénéficié des divisions de la famille socialiste, ce dernier parvenant à enrôler dans son équipe municipale certains centristes de l'équipe de Jean Monnier (maire socialiste d'Angers de 1977 à 1998), mais aussi des socialistes déçus de la gestion du maire sortant, Frédéric Béatse. Ajoutons que le vote de la loi sur le mariage pour tous a sans doute aussi contribué à souder idéologiquement les forces de droite, tout en mettant dans une position ambivalente une gauche catholique qui était parvenue ces dernières années à capter l'héritage démocrate-chrétien.

Plus largement, ces élections municipales dans l'Ouest marquent clairement un tournant générationnel à gauche comme à droite. À gauche, dans un contexte national difficile, on observe l'arrivée au pouvoir à Nantes, Rennes, Saint-Nazaire d'une nouvelle génération d'élus. Ils ont pour la plupart fait leurs classes dans le sillage d'élus « historiques » (Edmond Hervé, Jean-Marc Ayrault, Joël Batteux) et sont déjà des professionnels aguerris de la vie politique locale (Nathalie Appéré, Johanna Rolland, David Samzun). À droite, c'est un peu différent car la décennie précédente de défaites aux élections intermédiaires a laminé une génération de militants. Cependant, et depuis 2008, des élus de terrain émergent dans les petites villes et villes moyennes de l'Ouest. Les élections municipales de 2014 leur ont ainsi permis de consolider des positions (Landerneau, Morlaix, Concarneau) ou d'en conquérir de nouvelles (Granville, Ploemeur, Pontivy, Quimper, Saint-Lô). Ces élu-e-s ont pour point commun de privilégier un positionnement centriste bien éloigné d'une droite plus radicale que l'on retrouve, par exemple, dans le Sud-Est de la France. Cette nouvelle génération d'élus locaux constituera un maillage essentiel pour les élections à venir et annonce, peut-être, le retour d'une droite modérée « expansionniste » dans l'Ouest.

Bibliographie

- Bougeard, Christian. 2013. « 1977-2008 : les leçons de six scrutins dans l'Ouest », *Place publique*, n° 26, p. 11-17.
- Guidet, Thierry. 2014. *La Rose et le granit. Le socialisme municipal dans les villes de l'Ouest*, Paris : Éditions de l'Aube.
- Lacoste, Yves (dir.). 1986. *Géopolitique des régions françaises*, vol. 1, *La France septentrionale*, Paris : Fayard.
- Pasquier, Romain. 2014. « Bretagne électorale : le grand basculement », *Parlement(s). Revue d'histoire politique*, hors série n° 10, à paraître.
- Pierre, Patrick. 2001. *Les Bretons et la République*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Siegfried, André. 1913. *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris : Armand Colin.

Romain Pasquier est directeur de recherche au CNRS (Centre de recherches sur l'action politique en Europe) et enseigne à Sciences Po Rennes. Membre des comités de rédaction des revues *Politique européenne* et *Pouvoirs locaux*, il a publié récemment *Le Pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France* (2012, Paris, Presses de Sciences Po) et est co-auteur avec Sébastien Guigner et Alistair Cole du *Dictionnaire des politiques territoriales* (2011, Paris, Presses de Sciences Po).

Pour citer cet article :

Romain Pasquier, « Élections municipales dans l'Ouest : le reflux en bon ordre du socialisme municipal », *Métropolitiques*, 21 mai 2014. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Elections-municipales-dans-l-Ouest.html>.